

Alain Chouet

Sources, causes et formes de la violence politique fondamentaliste islamique.
Contribution au colloque sur le terrorisme organisé par le Sénat de Belgique et la Douma de
Russie à Bruxelles, les 25 et 26 octobre 2004¹

Le terrorisme « islamique » auquel les pays occidentaux - mais aussi les pays musulmans qui en sont les premières victimes – ont à faire face depuis le début des années 90 constitue la troisième vague de violence politique internationale issue du Moyen Orient après le terrorisme euro-palestinien des années 70 et les différents terrorismes d'Etat (Iran, Syrie, Libye) des années 80. S'il y avait une continuité entre ces deux premiers types de terrorisme, la violence dite islamique actuelle est en rupture avec eux. Elle n'en reprend ni les motivations, ni les méthodes, ni les acteurs.

Elle n'est pour autant ni un « divine surprise », ni un accident, ni une fatalité. Ses origines, ses motivations, ses acteurs, ses méthodes ont été étudiés et décrits de façon très précise depuis le début par des chercheurs universitaires, des journalistes d'investigation, des diplomates, des spécialistes des services de renseignement et de sécurité.

La genèse de cette violence - qui remonte en fait au début des années 80 - et son développement sont le résultat de la rencontre dans l'espace et dans le temps ainsi que de la synergie de trois types de dérives politiques a priori étrangères les unes aux autres.

Première dérive

L'internationalisation et l'évolution vers la violence de la frange extrême de la Confrérie des Frères Musulmans (Jamaat Islamiyya) après l'assassinat d'Anouar es-Sadate.

Depuis les origines de la Confrérie en Egypte au début du XX^{ème} siècle, sa stratégie a été une stratégie d'accaparement du pouvoir et des rentes qui y sont liées dans les pays arabes et musulmans. Elle s'est manifestée par un discours populiste réactionnaire étayé sur une interprétation primaire et fondamentaliste de la religion ainsi qu'une volonté de rupture avec les puissances extérieures susceptibles d'influencer ou d'aider les régimes en place.

Suite à l'impasse politique dans laquelle la Confrérie s'est trouvée en Egypte après l'assassinat du Président Sadate et l'effondrement du système bancaire « islamique » des Frères, la Confrérie a connu de profonds bouleversements internes et ses membres les plus extrémistes se sont dispersés dans le monde arabe et musulman ainsi que dans les pays occidentaux à fortes minorités musulmanes.

Conservant son mode de fonctionnement collégial et sectaire, la Confrérie a été en mesure de constituer, dans un monde musulman fortement divisé, la seule structure transnationale suffisamment organisée pour profiter des opportunités politiques, financières et militaires qui pouvaient se présenter.

¹ Ce texte constituant le schéma d'une intervention orale ne peut faire l'objet de publication sans concertation préalable et formelle avec l'auteur (acdc4346@hotmail.com)

Deuxième dérive

L'activisme islamique séoudien après la révolution islamique iranienne.

Dès la fin des années 70, le pouvoir politique et religieux de la famille Saoud a été menacé sur deux fronts. Sur le plan religieux par la révolution islamique d'Iran. Sur le plan politique par le développement dans le monde arabe et musulman du rayonnement d'Etats ou d'organisations à vocation laïque et « proto-démocratique » (Turquie, Algérie, Syrie, Irak, Jordanie, OLP, etc.)

L'Arabie a réagi à cette double menace en essayant de s'assurer un contrôle international de l'Islam, en particulier dans les lieux où il est mal « fixé » (Afrique, Asie du Sud-est, Caucase, communautés émigrées en Occident) afin de promouvoir sa légitimité religieuse face à la propagande iranienne et d'affaiblir l'influence des régimes « progressistes » (Algérie, Tunisie, Syrie, Irak, Egypte etc.) ou tout simplement considérés comme rivaux en Islam (Libye, Yémen, Maroc)

Faute de capacité techniques et de personnel compétents, Cette stratégie s'est traduite par le moyen unique de la distribution considérable mais mal contrôlée de fonds au travers d'initiatives privées ou publiques (LIM, IIRO, Dar el-Mal, etc.), rapidement récupérés par la Confrérie des F.M. à leur propres fins.

Troisième dérive

L'instrumentalisation mondiale des mouvements fondamentalistes musulmans sunnites par les services américains et ceux de leurs alliés dans la lutte contre l'Union soviétique et les partis communistes locaux ainsi que dans la politique d'isolement de l'Iran

Il s'agissait là d'une initiative purement géostratégique dictée par les impératifs de la protection américaine de la zone du Golfe et des marches de l'Union soviétique et appuyée par des financements séoudiens massifs, qui a conduit à la formation technique clandestine approfondie d'auxiliaires locaux soit directement par les services américains soit, le plus souvent, par des services alliés locaux.

On a donc assisté dans la décennie 80 à une spectaculaire montée en puissance des mouvements combattants fondamentalistes suivie d'un abandon plus ou moins brutal après la chute du régime soviétique, laissant ces mouvements en déshérence, sans objectifs clairs mais pas sans idéologie ni surtout sans « maîtres » et la capacité opérationnelle de ces groupes a été le plus souvent récupérée par la structure internationale de la Confrérie des FM évidemment présente sur tous les théâtres d'affrontements.

II – Une violence culturelle

Il résulte de cette genèse que la violence politique islamiste est un phénomène de culture et non de posture.

La criminalité classique, les violence politiques sociales ou nationalistes se définissent par rapport au corpus juridique d'une société donnée. Elles violent la loi, en général à des fins de profit financiers ou politique, elles profitent de ses failles, mais elles en tiennent aussi compte dans un calcul du rapport coût-profit. Sauf cas pathologique, on ne connaît pas de mafieux ou d'indépendantistes suicidaires même s'ils finissent souvent mal.

Si chacun d'entre nous peut verser du jour au lendemain dans la criminalité classique sans modification profonde de sa personnalité en changeant simplement de posture par rapport à la loi, il n'en est pas de même du terrorisme fondamentaliste. La violence politique terroriste « islamique » (mais il en est de même de tous les fondamentalismes religieux violents) – quelle que soit son ampleur – ne témoigne ni crainte ni irrespect pour la loi et ses moyens de contrainte. Elle les ignore, elle s'exerce sans aucune référence à un quelconque corpus juridique, national ou international.

« La haqqan ella billah » (Il n'y a pas d'espace juridique hors la personne de Dieu) dit la Sunna du prophète Mahomet. Mais comme Dieu ne se manifeste que rarement et de façon assez elliptique, on est bien obligé de s'en remettre à ses interprètes auto-proclamés sur terre et les Frères Musulmans se sont arrogés depuis une cinquantaine d'années, et le plus souvent par la coercition, le « terrorisme intellectuel » ou la violence physique, le monopole de cette interprétation.

On ne passe donc à la violence « islamiste » qu'à la suite d'un long processus de maturation, de formation, de prise en mains par un groupe de type sectaire. Car il s'agit bien de fonctionner sur le mode d'une secte en faisant couler le sang des adversaires mais aussi celui de ses propres partisans érigés en « martyrs » afin que nul n'ait la tentation de s'apitoyer sur les victimes ou de s'interroger sur la méthode. En ce sens, la violence politique islamiste s'analyse en un phénomène de culture.

Ce type de démarche est conforme à la stratégie définie par Sayyid Qotb, penseur extrême des FM et fondateur des Jamaa Islamiyyah pendu par Nasser en 1966. Pour ces dernières il s'agit de provoquer une rupture historique entre les pays musulmans et les reste du monde de façon à pouvoir prendre le pouvoir dans ces pays et les richesses qui y sont liées sans susciter d'intervention extérieure contre elles ni au profit des régimes en place.

Face à ce phénomène de type sectaire et relativement marginal (les enquêtes les plus sérieuses montrent aujourd'hui que la Qaïda de Ben Laden ne comptait que quelques centaines de membres), on est cependant loin du clash des civilisations que redoute Huntington. S'il y a affrontement, il viendra de l'Occident parce qu'il aura commis l'erreur d'ériger la guerre contre le terrorisme en guerre contre l'Islam, en « affrontement du Bien contre le Mal ».

Cependant, si les Frères Musulmans ont une stratégie globale, il n'ont ni commandement unifié ni tactique arrêtée. On fait ce qu'on peut, quand on peut, comme on peut, pourvu que cela s'inscrive dans l'objectif de rupture radicale qui est recherché.

III – Une menace aux caractéristiques particulières

Ces caractéristiques font que la violence politique islamiste est pratiquement impossible à traiter par les voies policières et judiciaires applicables aux autres formes de criminalité.

Il faut bien sûr que les auteurs avérés de violences terroristes soient recherchés, poursuivis et sanctionnés suivant les critères classiques du droit, mais ceci suppose que la violence a déjà été commise et que l'on a un temps de retard sur l'événement. Or, ce qui est socialement tolérable, voire gérable, en matière de criminalité financière, de trafic, de fraude commerciale, ne l'est pas en matière de terrorisme où le degré minimal de la délinquance se caractérise par la mort d'innocents.

Plus que toute autre, cette forme de terrorisme suppose donc une lutte en amont de l'acte criminel lui-même, avant son exécution, avant même sa conception.

Une lutte préventive efficace contre ce type de violence doit tenir compte d'au moins six caractéristiques majeures du phénomène :

1- La menace est globale.

Aucune collectivité, Etat ou organisation n'est à l'abri à partir du moment où cette collectivité est susceptible ou capable d'intervenir dans le monde musulman sous quelque forme que ce soit (militaire bien sûr, mais aussi économique, culturelle, sanitaire et sociale).

2- La menace est directement proportionnelle à la capacité de la collectivité visée d'intervenir dans le monde arabe et musulman.

Si les Etats Unis et Israël sont les premiers visés, l'Europe vient immédiatement derrière au Maghreb et au Moyen Orient, par ses multiples liens et intérêts. Idem pour la Russie dans le Caucase et l'Asie Centrale, pour l'Australie et le Japon dans le Sud-est asiatique, etc.

3- La menace est imprévisible dans la mesure où les FM n'ont pas de tactique précise. Leur pragmatisme les entraînera à frapper là où c'est le plus facile, là où on pourra trouver sur place ou importer facilement des exécutants prêts à tout. Dans ce domaine, l'Europe avec ses communautés musulmanes nombreuses et ses législations tolérantes sur la circulation des personnes et des marchandises est en première ligne.

4- Le pire est à venir.

Si le point d'application de la menace est difficilement prévisible, il faut cependant s'attendre à une surenchère constante dans la dimension et la symbolique. Après le 11 septembre, la crédibilité du système veut que l'on fasse toujours plus soit dans la dimension (Madrid) soit dans la symbolique de l'horreur (décapitations ou mutilations médiatisées).

Plus les Jamaa seront affaiblies par la lutte internationale contre le terrorisme, plus leurs actions seront violentes et spectaculaires de façon à conserver leur crédibilité idéologique et leurs sources de financement.

5 - Impénétrabilité.

La prévention de ce genre de menace par moyens sécuritaires classiques est d'autant plus ardue que les groupuscules porteurs de cette menace sont impénétrables. On a pu en quelques occasions infiltrer des agents dans la périphérie de ces groupes mais jamais au niveau utile pour connaître les intentions.

Cette difficulté provient du caractère culturel du passage à la violence et du recrutement sectaire des candidats terroristes. Il n'y a pratiquement pas dans ce domaine de professionnels de la violence comme c'était le cas dans l'euroterrorisme des années 70 ou les terrorismes d'Etat des années 80. Les Frères entretiennent sur de longues périodes dans tous les pays où ils sévissent un vaste vivier culturel d'exclusion et de violence dans lequel il choisissent le jour venu la dizaine de volontaires nécessaires pour une opération terroriste.

6 – Absence de terrain de négociation

Enfin et contrairement aux différents terrorismes des décennies précédentes le terrorisme des Jamaa Islamiyya est un terrorisme de rupture et non un terrorisme de négociation. Les Frères ne réclament aucun accommodement aux régimes arabes et musulmans ou aux Occidentaux. Ils veulent abattre les premiers et rompre de façon irrémédiable avec les seconds.

Dans ce contexte, toutes les formes de prévention bâties sur des approches par intermédiaires, sur des médiations, sur la recherche de solutions négociées sont exclues.

IV Quelles réponses collectives ?

Dans ces conditions, il apparaît qu'une lutte préventive efficace contre la violence islamiste ne peut être que collective, globale, non subordonnée aux seuls impératifs géostratégiques ou vengeurs d'un Etat donné, située très en amont de l'acte de violence lui-même, au stade du recrutement, de la prise en mains des exécutants, de la formation, du financement, de la constitution des réseaux de solidarité.

Une telle démarche ne relève pas prioritairement, selon nos critères classiques de droit, de l'action des services de police et de justice, mais plutôt de la compétence des services de renseignement extérieurs et de sécurité intérieure puisqu'il ne s'agit pas – dans la plupart des cas - de réprimer une atteinte à la loi mais de faire de véritables « procès d'intention ».

Or, si la coopération entre services de police et services de justice fonctionne plutôt bien dans l'ensemble à l'échelle européenne et même mondiale , la coopération entre services de renseignement est à géométrie variable.

Ce n'est pas une question de mauvaise volonté ou de susceptibilité nationale mal placée. Les services de renseignements et de sécurité extérieure sont conçus pour être la « main gauche » de l'Etat, celle qui exécute ce qui est aux marges ou au delà des limites du droit et des conventions internationales. Dans ce domaine, les Etats, en particulier les Etats occidentaux ont une main gauche de longueur et d'habileté différente. L'ensemble du système a mécaniquement tendance à s'aligner sur la plus courte et la plus faible

Ils peuvent cependant être aidés dans leur démarche collective par un certain nombre de faiblesses du système des Frères Musulmans.

1/ - Vulnérabilité à la perte d'influence

Les Frères ayant bâti leur système sur une certaine forme de populisme paternaliste et réactionnaire jouant sur les grandes masses et non sur des minorités activistes professionnelles, ils sont extrêmement vulnérables à la perte de leur influence.

Dans le Tiers monde, ils jouent sur le fait que les Etats ont en général « déserté » le terrain culturel, sanitaire et social. En Occident, ils jouent sur diverses formes d'exclusion dont sont l'objet les minorités musulmanes immigrées pour les amplifier et les exploiter. Partout, ils instrumentalisent les contentieux locaux impliquant des musulmans pour en faire une guerre de religion ou de civilisation.

Apaiser ces contentieux, lutter contre l'exclusion, aider les pays les plus démunis à réoccuper le terrain social ne peut, comme l'a suggéré récemment le Président français que contribuer à leur perte d'influence.

Parmi les minorités émigrées et jusque dans les pays musulmans eux-mêmes, ils se sont arrogés - grâce aux fonds des pétromonarchies - une sorte de monopole sur l'Islam, sur son interprétation, sur son organisation, sur son enseignement. Il faut à l'évidence reconquérir ce terrain en repensant l'organisation de la religion musulmane et la formation des cadres religieux pour les mettre à l'abri de l'influence exclusive des plus extrémistes

2- Vulnérabilité à l'argent

Enfin – et peut être surtout – les Frères sont extrêmement vulnérables à la perte de ressources financières qui constituent à la fois leur principale motivation et leur moyen d'action privilégié.

Il ne s'agit pas ici de parler du financement des opérations violentes. Celles-ci ne coûtent pas cher et leur financement est incontrôlable.

Ce qui est en jeu, ce sont les sommes énormes qui permettent aux Frères d'assurer leur influence et leur prédominance dans l'organisation de la religion musulmane. C'est l'ensemble des fonds qui leur permettent de développer leurs actions associatives et soit disant caritatives dans les pays du tiers monde et les milieux immigrés démunis. C'est le financement des imams extrémistes, des centres de formation, de propagande et de recrutement. C'est la prise en charge des familles des volontaires de la violence.

Et là, on sait très bien d'où vient l'argent. Il provient à 5 ou 10% d'activités délictueuses plutôt mineures et à 90 ou 95% de « généreux donateurs » plus ou moins bien intentionnés de la péninsule arabe et du Golfe. Sans cette manne, les Jamaa Islamiyya ne sont plus rien et ne sont plus en mesure d'organiser et canaliser les différentes formes de violence politique dans le monde musulman à leur profit exclusif.

Notre corpus juridique européen et occidental n'attribue pas un caractère délictueux à ces financements qui n'ont pas la violence comme objectif direct. Il n'en reste pas moins que le résultat est là et qu'il faudra bien le prendre en compte sans renier nos propres valeurs.

Cela ne sera donc pas facile et devra – pour être efficace et pour ne pas laisser de trou dans le dispositif – être le résultat d'une démarche concertée et collective entre Européens, entre Occidentaux et avec nos partenaires Arabes et Musulmans, premières victimes et premiers objectifs de la violence dite islamique.

Il y a urgence à le faire.